

## Protection des données et transparence

### Bulletin d'information n° 5, avril 2011

Le bureau des préposées à la protection des données et à la transparence vous adresse son bulletin d'information. Son but est d'informer les responsables LIPAD, systèmes d'informations et autres services intéressés par la protection des données et la transparence au sein des institutions publiques et parapubliques du canton de Genève.

Ce bulletin peut être transmis à toutes personnes intéressées.

#### Présentation du catalogue des fichiers (CatFich)

**Plus de 120 participants des institutions publiques et parapubliques du canton de Genève ont assisté à la présentation du catalogue des fichiers qui sera mis en production dès le 2 mai 2011.**

Retrouvez la présentation en suivant ce lien :

[http://www.ge.ch/ppdt/doc/PPDT\\_Le\\_catalogue\\_des\\_fichiers.pdf](http://www.ge.ch/ppdt/doc/PPDT_Le_catalogue_des_fichiers.pdf)

#### Nos activités

##### Casuistique

Notre site internet comprend une nouvelle rubrique « casuistique » qui regroupe les différents avis rendus dès janvier 2010 jusqu'à ce jour et jugés d'intérêt général

- En matière de protection des données :

[http://www.ge.ch/ppdt/doc/documentations/PPDT\\_Casuistique\\_Protection\\_des\\_donnees.pdf](http://www.ge.ch/ppdt/doc/documentations/PPDT_Casuistique_Protection_des_donnees.pdf)

- En matière de transparence :

[http://www.ge.ch/ppdt/doc/documentations/PPDT\\_Casuistique\\_Transparence.pdf](http://www.ge.ch/ppdt/doc/documentations/PPDT_Casuistique_Transparence.pdf)

##### Agréments (protection des données)

Deux agréments concernant des contrats d'infogérance passés par des entités publiques genevoises avec une société de service basée aux États-Unis ont été émis par les préposées :

[http://www.ge.ch/ppdt/doc/documentations/PPDT\\_Agrement\\_PD\\_2011\\_I\\_002\\_UNIGE.pdf](http://www.ge.ch/ppdt/doc/documentations/PPDT_Agrement_PD_2011_I_002_UNIGE.pdf)

[http://www.ge.ch/ppdt/doc/documentations/PPDT\\_Agrement\\_PD\\_2011\\_I\\_003\\_VilleGE.pdf](http://www.ge.ch/ppdt/doc/documentations/PPDT_Agrement_PD_2011_I_003_VilleGE.pdf)

##### Prise de position (protection des données)

Les préposées ont rendu une prise de position générique concernant la communication, par l'OCP, de la date de départ du canton et du lieu de destination d'une personne à un tiers qui fait valoir une créance :

[http://www.ge.ch/ppdt/doc/documentations/PPDT\\_Prise\\_de\\_position\\_PD\\_2011\\_I\\_003\\_OCP.pdf](http://www.ge.ch/ppdt/doc/documentations/PPDT_Prise_de_position_PD_2011_I_003_OCP.pdf)

##### Recommandation (transparence)

La préposée a recommandé à la commission de surveillance des professions de la santé et des droits des patients (DARES) de confirmer à la requérante son refus d'accès, tant au document lui-même qu'à son contenu :

[http://www.ge.ch/ppdt/doc/documentations/PPDT\\_Recommandation\\_T\\_2011\\_I\\_001\\_DARES\\_B.pdf](http://www.ge.ch/ppdt/doc/documentations/PPDT_Recommandation_T_2011_I_001_DARES_B.pdf)

## Conférences

La conférence du CLUSIS « Protection des données dans les nuages! Cloud computing: sécurité et confidentialité en péril? » a abordé une thématique d'importance pour l'avenir de la société de l'information et du savoir. La présentation des préposées se trouve sur le lien suivant :

[http://www.ge.ch/ppdt/doc/documentations/PPDT\\_presentation\\_CLUSIS\\_2011\\_04\\_12\\_V.pdf](http://www.ge.ch/ppdt/doc/documentations/PPDT_presentation_CLUSIS_2011_04_12_V.pdf)

---

## Jurisprudence

### Tribunal administratif fédéral

Le Préposé fédéral a obtenu gain de cause devant le TAF : « Google Street View » porte une atteinte injustifiée à la sphère privée et enfreint ainsi le droit suisse :

<http://www.edoeb.admin.ch/themen/00794/01124/01595/index.html?lang=fr>

---

## Législation

### Conseil de l'Europe :

A l'occasion de la cinquième journée de la protection des données (le 28 janvier 2011), le Conseil de l'Europe a lancé une consultation publique sollicitant les personnes et organisations intéressées à envoyer au Secrétariat leurs commentaires, réflexions et idées au sujet de la modernisation de la Convention 108. Un total de 49 réponses a été reçu. Une compilation a été préparée et sera examinée par le Bureau du Comité Consultatif de la Convention 108 dans le contexte de son travail sur la modernisation de la Convention 108 :

[http://www.coe.int/t/dghl/standardsetting/dataprotection/TPD%20documents/T-PD-BUR\\_2011\\_01\\_%20prov\\_MOS\\_12\\_04\\_01\\_PUBLIC.pdf](http://www.coe.int/t/dghl/standardsetting/dataprotection/TPD%20documents/T-PD-BUR_2011_01_%20prov_MOS_12_04_01_PUBLIC.pdf)

### Genève

Le 29 mars 2011, la loi modifiant la loi sur l'exercice des droits politiques (transparence et financement des partis politiques) est entrée en vigueur. Dans sa teneur révisée, l'article 29A soumet tout parti politique, association ou groupement qui dépose des listes de candidats ainsi que tout groupement qui dépose une prise de position lors d'une votation fédérale, cantonale ou communale à des obligations nouvelles concernant la transparence de leur financement. Un nouveau chapitre relatif aux partis politiques a été introduit (art. 83 A et 83 B). Désormais, les partis sont reconnus d'utilité publique et sont tenus, dès lors qu'ils siègent au Grand Conseil, de se conformer aux exigences de transparence faute de quoi les montants annuels prévus (100 000 francs par parti et 7 000 francs par député élu) par la loi portant règlement du Grand Conseil ne seront pas versés ou devront être remboursés :

<http://www.geneve.ch/legislation/modrec/f/A505-10616.html>

---

## Publications

### Contrôleur européen de la protection des données (CEPD)

Le CEPD publie régulièrement un bulletin d'information qui passe en revue les derniers développements concernant les activités du CEPD et fournit un aperçu des derniers avis et autres documents adoptés. Bulletin d'avril 2011 :

<http://www.edps.europa.eu/EDPSWEB/edps/Home/EDPS/Pressnews/Newsletters>

## Commission nationale informatique et liberté (CNIL, France)

En France, l'usurpation d'identité est considérée comme un délit depuis la loi votée en février 2011 « L'usurpation d'identité en questions » :

<http://www.cnil.fr/en-savoir-plus/fiches-pratiques/fiche/article/lusurpation-didentite-en-questions>

## Ouvrages et articles

- Denis BARRELET / Stéphane WERLY, *Droit de la communication*, 2e éd., Stämpfli Editions, 2011
- Thierry TANQUEREL / François BELLANGER (éditeurs), *Les autorités administratives indépendantes*, Journée de droit administratif 2010, Schulthess, 2011
- Bernard WALDMANN / André SPIELMANN, *L'indépendance de l'autorité cantonale de surveillance en matière de protection des données*, Avis de droit réalisé sur mandat de la Direction de la Sécurité et de la Justice du Canton de Fribourg, 2010. Traduction intégrale en français : Nicolas SCHMITT, 2011
- DIGMA Zeitschrift für Datenrecht und Informationssicherheit, Heft 1, März 2011 [www.digma.info](http://www.digma.info)

## Formations et séminaires

### Quatrième journée suisse du droit de la protection des données, Fribourg

L'Institut de droit européen et le préposé fédéral à la protection des données et à la transparence organisent un colloque sur « L'indépendance des autorités de surveillance et d'autres questions actuelles en droit de la protection des données », le vendredi 10 juin 2011, de 9h30 à 16h45, suivi d'un apéritif de clôture :

<http://www.unifr.ch/webnews/content/41/attach/3629.pdf>

### Première journée suisse du principe de la transparence dans l'administration

A l'occasion des cinq ans de l'entrée en vigueur de la loi fédérale sur la transparence, le préposé fédéral à la protection des données et à la transparence organise une journée de réflexion le 31 août 2011 dans la région de Berne :

<http://www.edoeb.admin.ch/aktuell/01174/01694/index.html?lang=fr>

## Nos collaborations en réseau

### Groupe de réflexion « Données, Société et Transparence »

Dans le cadre du laboratoire d'idées [Think Services](http://www.ot-lab.ch) et à l'initiative du professeur Jean-Henry Morin ([département de systèmes d'information](http://www.ot-lab.ch) de l'Université de Genève), le groupe de réflexion « Données, Société et Transparence » a vu le jour en décembre 2010. Son but est de proposer pour la prochaine journée européenne de protection des données (28 janvier 2012) une boîte à outil en matière de protection des données et de transparence. Outre les membres de l'Observatoire technologique, on y trouve des professeurs d'université (Genève, Lugano, IDHEAP, EPFL...), des juristes, des sociologues, des spécialistes de sécurité informatique, des spécialistes des technologies numériques, le préposé fédéral suppléant à la protection des données, les préposées cantonales genevoises, un designer et une responsable de ressources humaines, provenant de toute la Suisse romande : <http://ot-lab.ch/?p=989>

## Important

Cette lettre d'information n'est pas un groupe de discussion. Nous ne transmettons à personne les adresses ni ne les utiliserons à des fins commerciales.

Si vous désirez donner des informations pour un prochain numéro, envoyez un message avec une référence internet à : [ppdt@etat.ge.ch](mailto:ppdt@etat.ge.ch)

Si vous désirez vous **inscrire** sur la liste de diffusion, ou si vous ne souhaitez plus recevoir ce bulletin vous pouvez vous **désinscrire** de cette liste de distribution en écrivant à : [ppdt@etat.ge.ch](mailto:ppdt@etat.ge.ch)

<http://www.ge.ch/ppdt>